

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 15441 PORTANT SUR LA
RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET
L'INTERDICTION DE STATIONNER
RUE BOURGELAT AU DROIT ET FACE AU N°24
DU 10 FEVRIER 2025 AU 28 FEVRIER 2025**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1, R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1, R411-25 à R 411-28, et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 17 janvier 2025 par laquelle la société **STPS – Z.I SUD - CS 17171 - 77272 VILLEPARISIS**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour une création de branchement gaz, du 10 février 2025 au 28 février 2025,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et d'interdire le stationnement rue Bourgelat dans le cadre d'une création de branchement gaz du 10 février 2025 au 28 février 2025.

A R R E T E :

Article 1 –

Du 10 février 2025 au 28 février 2025, la circulation sera barrée ponctuellement sur une courte durée et le stationnement sera interdit rue Bourgelat au droit et face au n°24 sur 40 mètres linéaires pour le motif suivant : création de branchement gaz.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'intervention par **STPS – Z.I SUD - CS 17171 - 77272 VILLEPARISIS** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celle-ci.

Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place **STPS – Z.I SUD - CS 17171 - 77272 VILLEPARISIS** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Madame la Directrice Générale des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 17 janvier 2025.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 22/01/2025
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 23/01/2025